

RDCongo/Politique

Tshisekedi nomme un Premier ministre proposé par Kabila

AFP
Kinshasa/RDCongo

La nomination de Sylvestre Ilunga Ilunkamba, 78 ans, est intervenu peu après le retour triomphal à Lubumbashi, son fief, de l'opposant Moïse Katumbi.

ÇA y est ! Après quatre mois d'attente, le nouveau président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a nommé un Premier ministre au profil très singulier : il a été proposé par son prédécesseur Joseph Kabila pour former un gouvernement de coalition.

Ce même lundi, un poids lourd de l'opposition, Moïse Katumbi, s'est rappelé au bon souvenir de l'alliance Tshisekedi/Kabila, avec un retour d'exil triomphal devant des dizaines de milliers de partisans dans son fief de Lubumbashi (sud-est).

Le Premier ministre s'appelle Sylvestre Ilunga Ilunkamba, il est âgé de 78 ans d'après son entourage. Il a été nommé en vertu de "l'accord politique" entre les coalitions de MM. Tshisekedi et Kabila, a déclaré le porte-parole du chef de l'Etat.

Un accord politique qui donne toute sa saveur à l'"alternance" en RDC saluée ce même lundi à Kinshasa par le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian.

Devant la presse, le nouveau Premier ministre a remercié le chef de l'Etat et son prédécesseur Joseph Kabila, "qui m'a proposé



Le retour triomphal à Lubumbashi de l'opposant Moïse Katumbi peu avant la nomination par le président Etienne Tshisekedi d'un Premier ministre.

comme Premier ministre en m'assurant de sa confiance". "Je considère ma nomination comme une lourde responsabilité en ce moment crucial de l'Histoire de notre pays", a-t-il ajouté.

M. Ilunga Ilunkamba était jusqu'à présent en retrait de la vie politique à la tête de la Société nationale des chemins de fer congolais (SNCC).

Ce docteur en sciences économiques a été quatre fois vice-ministre et deux fois ministre au Plan et aux Finances, selon la présidence, qui a dû rafraîchir la mémoire des Congolais : il a commencé sa carrière à l'époque de l'ex-dictateur Mobutu Sese Seko (1965-1997).

Ce vieux routier doit faire le trait d'union entre M. Tshisekedi, proclamé vainqueur de l'élection présidentielle, et M. Kabila, qui

conserve tous les autres leviers du pouvoir, à commencer par une large majorité au Parlement.

Il doit maintenant former un gouvernement où les partisans de M. Kabila devraient être majoritaires, puis solliciter la confiance de l'Assemblée nationale.

Le principal opposant à l'attelage Tshisekedi/Kabila s'appellera-t-il Moïse Katumbi ? L'ex-gouverneur du Katanga est rentré au pays, trois ans jour pour jour après son départ en pleine tourmente judiciaire sous la pression de l'ancien régime de Joseph Kabila.

RETOUR DE ROCK-STAR. Tout vêtu de blanc, le riche homme d'affaires et président du TPMazembe, champion en titre du football congolais, a fait un retour digne d'une rock-star ou d'une vedette du ballon rond, salué par des dizaines

de milliers de fans pendant des heures entre l'aéroport et le centre-ville.

Pendant cette longue cavane, l'AFP n'a relevé aucun incident majeur à Lubumbashi, où les regroupements de quelques dizaines d'opposants étaient systématiquement dispersés aux dernières heures du régime Kabila.

"Je remercie la police. Aujourd'hui on a une vraie police", a lancé M. Katumbi.

"Je reviens pour la paix et pour la reconstruction nationale dans notre pays", a-t-il ajouté, en promettant de respecter la Constitution.

M. Katumbi, exilé en Belgique, avait tenté en vain de revenir en août dernier pour présenter sa candidature à l'élection présidentielle.

Allié puis adversaire de l'ex-président Kabila qui

l'a qualifié de "Judas", M. Katumbi a déclaré qu'il se situait toujours dans l'opposition au président Tshisekedi.

Il devra préciser le rôle qu'il entend jouer avec Martin Fayulu, le candidat qu'il a soutenu à l'élection présidentielle du 30 décembre et qui revendique la victoire.

Hasard ou pas, cette journée d'intense actualité politique s'est déroulée en présence du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. La première visite de ce genre depuis sept ans.

"C'est une belle journée", a reconnu le ministre.

"Le président (Emmanuel) Macron m'a demandé de saluer toutes les initiatives prises par le président Tshisekedi dans le domaine de l'Etat de droit", a déclaré M. Le Drian, après une rencontre avec le président Tshisekedi.

Il a annoncé un programme d'aide de 300 millions d'euros (196,5 milliards de francs) à la RDC pendant les cinq ans du mandat de M. Tshisekedi pour le développement, la santé, l'énergie, l'éducation...

Le résultat de l'élection congolaise est le fruit d'un "compromis à l'africaine", avait déclaré en février M. Le Drian, après avoir mis en doute la victoire de M. Tshisekedi proclamée par la Commission électorale. "Il y a eu une vraie élection démocratique, je la constate, validée par la Cour constitutionnelle et validée par l'Union africaine", a-t-il cette fois déclaré hier à Kinshasa.

L'Afrique en bref

• Algérie/Politique. L'armée dit "non" aux principales demandes de la contestation

Homme fort de facto de l'Algérie, le chef d'état-major de l'armée a opposé hier une fin de non-recevoir aux deux principales revendications du mouvement de contestation : le report de la présidentielle et le départ des figures du "système politique" en place.

• Cameroun/Politique. Fête nationale dans la division

Le Cameroun a célébré hier sa fête nationale dans la division, avec des cérémonies boycottées par l'opposition et un appel des séparatistes armés à observer une journée "villes mortes" dans les régions anglophones.

• Centrafrique/Justice. CPI : "Pas de raison" que Ngaissona soit détenu



L'avocat de l'ex-chef de milice centrafricain Patrice-Edouard Ngaissona (photo), dont l'audience de confirmation des charges et notamment de crimes contre l'humanité devant la Cour pénale internationale (CPI) devrait avoir lieu en septembre, estime qu'"il n'y a pas de raison" que son client "soit détenu".

• Ethiopie/Politique. Le dîner des riches

Plus de 200 riches individus ont payé la rondelette somme de 173 000 dollars (105,3 millions de francs) pour assister à un dîner organisé par le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, destiné à lever des fonds pour embellir la capitale, Addis Abeba, ont rapporté hier des médias d'Etat.

• Soudan/Transition. Un "différend" persistant

L'armée et les représentants des manifestants au Soudan ont échoué à se mettre d'accord sur la présidence et la composition du futur Conseil souverain censé assurer la transition politique, a expliqué hier un chef de la contestation. De nouvelles discussions devaient avoir lieu dans la soirée.

• Tchad/Troubles. Au moins 19 morts depuis dimanche dans l'est

Au moins 19 personnes sont mortes dans la province de Sila dans l'est du Tchad, où des affrontements entre agriculteurs et éleveurs ont eu lieu dans deux villages différents entre dimanche et hier matin, a indiqué à l'AFP une autorité provinciale.

Afrique du Sud/Justice

L'ex-président Zuma qualifie son procès de "chasse aux sorcières"

AFP
Pietermaritzburg/Afrique du Sud

L'EX-PRESIDENT sud-africain Jacob Zuma a plaidé hier devant la justice et ses partisans pour l'abandon des accusations de corruption, dénonçant une "chasse aux sorcières" lancée il y a vingt ans dans une rocambolesque affaire de ventes d'armes.

Enième épisode de ce feuilleton politico-judiciaire à rebondissements, la Haute Cour de Pietermaritzburg (nord-est) a commencé à entendre hier les arguments des avocats de M. Zuma, qui ont dénoncé le "lynchage" de leur client. L'ancien chef de l'Etat

(2009-2018) est soupçonné d'avoir touché pour 4 millions de rands (170,3 millions de francs au cours actuel) de pots-de-vin du groupe français de défense Thales à la faveur d'un contrat d'armement de près de 4 milliards d'euros conclu en 1999.

Selon l'accusation, il a été rémunéré pour éviter à Thales des poursuites pour corruption, via son ami et conseiller financier, Schabir Shaik, condamné pour sa participation à cette affaire à quinze ans de prison dès... 2005.

Les deux parties ont toujours nié ces allégations. A l'époque des faits, M. Zuma était ministre de sa province du KwaZulu-Natal (nord-est), avant de



Photo : AFP

L'ancien président Jacob Zuma (ici à l'audience d'hier) réclame l'abandon des accusations de corruption à son encontre.

devenir vice-président du Congrès national africain (ANC) au pouvoir, puis du pays (1999-2005).

A l'issue de l'audience d'hier, il a résumé la plai-

doirie de ses conseils en affirmant qu'il était temps d'abandonner les charges qui pèsent sur lui depuis au moins 2003.

"Mes droits ont été bafoués

de façon flagrante, nous en avons la preuve", a-t-il lancé en zoulou devant ses partisans réunis devant le palais de justice de Pietermaritzburg.

"Même ceux qui devaient témoigner ont oublié leur témoignage. Certains sont morts. Nous disons que si ce procès continue, ce ne sera plus qu'une chasse aux sorcières", a poursuivi Jacob Zuma, 77 ans. "Procureurs et enquêteurs ont conspiré pour me mettre en prison et m'empêcher de devenir président."

Les accusations lancées contre Jacob Zuma ont été suspendues puis rétablies à plusieurs reprises, au gré des recours et de décisions controversées du parquet général (NPA).

Photo : AFP/L'Union